

Bujumbura a encore quatre jours avant l'expiration de l'ultimatum européen

RFI, 23-11-2015 Ultimatum de l'UE : le Burundi semble infléchir sa position. Il y a près d'un mois, l'Union européenne a donné trente jours au gouvernement du Burundi pour entamer un dialogue dans le cadre de l'article 96 de l'accord de Cotonou. Le maintien de l'aide européenne au gouvernement en dépend. Le pays traverse une grave crise politique née de la volonté du président Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat. Après avoir fait de la résistance en demandant notamment que les discussions aient lieu à Bujumbura, le pouvoir burundais semble s'incliner devant l'inévitable.

A quatre jours de l'expiration du délai officiel de trente jours, la réponse définitive du gouvernement burundais ne sera pas encore parvenue dans la capitale européenne. Mais dès samedi, le porte-parole adjoint du président burundais Pierre Nkurunziza annonçait dans un tweet que ces consultations allaient commencer bientôt. « Même si on n'a pas encore vu la lettre d'acceptation définitive, on a des assurances que le pouvoir burundais va s'y engager », reconnaît un diplomate européen. Il faut dire que Bujumbura ne pouvait pas faire autrement. L'aide européenne, premier donateur au Burundi, est vitale pour ce pays en crise et dont le budget dépend pour plus de 50% de l'étranger. 120 jours pour convaincre : « Les choses vont aller très vite cette fois », toujours selon le même diplomate, car les discussions devraient s'ouvrir dès la semaine prochaine. Bujumbura aura alors 120 jours pour convaincre son partenaire européen qu'il va désormais respecter les droits de l'homme, les principes démocratiques et l'état de droit, qualifiés d'« éléments essentiels » par l'accord de Cotonou. Cela pourrait déboucher sur des sanctions si aucun accord n'est trouvé. Mais, explique le diplomate européen, notre objectif est notamment de pousser Bujumbura à dialoguer avec son opposition pour que le Burundi sorte de la crise actuelle.